

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Nécrologie : Hilaire Machima n'est plus

DÉPUTÉ du département de la Louetsi-Wano et ancien membre du gouvernement, il a tiré sa révérence hier à la polyclinique El-Rapha de Libreville.

Isaac MUKETA MUELE
Libreville/Gabon

LA nouvelle est tombée hier en milieu de matinée, et s'est répandue comme une traînée de poudre. Hilaire Machima, député du Parti démocratique Gabonais (PDG) du département de la Louetsi-Wano (Lébamba), dans la province de la Ngounié, a tiré sa révérence. Il a rendu l'âme à la polyclinique El-Rapha de Libreville, des suites d'une longue et pénible maladie. Des sources familiales ont fait savoir que ces dernières semaines, l'état de santé de l'ancien ministre délégué à l'Économie s'était considérablement dégradé, au point qu'il avait été admis en réanimation. Visiblement il a perdu le combat qu'il menait depuis longtemps, avec dignité et courage, contre la maladie. Homme affable, militant dévoué et fidèle au PDG, Hilaire Machima avait été également secrétaire général adjoint de la présidence de la République. Puis directeur de cabinet adjoint du vice-président de la République avant d'être élu au



Hilaire Machima nous a quittés à 56 ans.

palais Léon-Mba, où il en était de celui qu'ils appelaient affectueusement " Mazis". À l'annonce de son décès, ses proches, compagnons et amis politiques ont salué la mémoire

Sénatoriales : les Démocrates dans la course



Photo : DR

Phase de la rencontre présidée par le secrétaire général LD, Vincent Ella Menie.

J.K.M
Libreville/Gabon

ON le présentait. La formation politique dirigée par Guy Nzouba-Ndama, Les Démocrates (LD), va bel et bien prendre part aux élections sénatoriales des 30 janvier et 6 février prochains. C'est ce qui ressort de la rencontre qu'a présidée, en fin de semaine écoulée, le secrétaire général de ce parti politique, Vincent Ella-Menie. En se basant sur les résultats obtenus à l'issue des élections couplées d'octobre 2018, la formation LD envisage d'aller à la conquête de quatorze (14) circonscriptions électorales. En présentant des candidats aussi bien à Bakoumba que dans le département de l'Ogooué et des Lacs, dans la province du

Moyen-Ogooué, Malinga, Lébamba, Mbigou, Tchibanga, Mongo, Mayumba, Gamba, Mabanda ou Moabi. L'objectif étant d'avoir au moins cinq élus, afin de constituer un groupe parlementaire au Sénat. Un objectif qui en dit long sur la stratégie et les ambitions de cette formation politique, devenue la première force de l'opposition au sortir du scrutin d'octobre 2018. D'autant que Les Démocrates avaient réussi le tour de force de remporter plus d'une quarantaine de sièges d'élus locaux. En tout cas, à ce qu'il semble, Guy Nzouba-Ndama et ses troupes, contrairement à d'autres écuries de l'opposition, sont bien déterminés à faire entendre leurs différences dans les institutions républicaines habilitées à cet effet. Tout en consolidant leur implantation dans le pays.

Miroir du gouvernement Plus d'efficacité!

"SOYEZ ambitieux. Soyez efficaces". Ces mots prononcés par le chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, hier, à la présidence de la République, à l'ouverture du séminaire gouvernemental sur l'accélération de la transformation de notre économie sonnent comme une piqûre de rappel pour Rose Christiane Ossouka Raponda et l'ensemble des membres de son équipe.

Tant d'aucuns ont le sentiment que depuis le 17 juillet dernier, date de la formation du gouvernement Ossouka Raponda 1, et des réaménagements techniques qui s'en sont suivis, rien ne semble véritablement distinguer l'actuelle équipe des précédentes. D'autant que le dynamisme et l'enthousiasme affichés au lendemain de sa formation

ont laissé place à une forme d'atonie, voire d'inertie. Au point qu'on a l'impression que plusieurs de ses membres sont tétanisés face à l'ampleur des difficultés à résoudre. Car, il faut bien avouer que bon nombre d'entre eux se caractérisent par leur "discrétion". Laquelle ne sied pas forcément au contexte actuel, qui requiert des hommes et des femmes épris du sens du bien commun, résolument déterminés à apporter des solutions concrètes aux maux auxquels sont confrontés quotidiennement leurs concitoyens en faisant montre d'imagination, de créativité, d'ambition, d'efficacité, de pédagogie, etc. Or, à l'heure actuelle, on en est bien loin, malheureusement. L'un des exemples le plus parlant est d'une certaine

manière le conflit homme-faune. Tant les décisions du gouvernement semblent n'avoir aucune connexion avec les préoccupations des villageois et autres cultivateurs victimes de la furia dévastatrice des pachydermes. Résultat des courses : la parole gouvernementale est de moins en moins crédible.

À tort ou à raison, les populations ont le sentiment que les intérêts des membres du gouvernement sont divergents des leurs. Ce qui n'est pas forcément une bonne chose. Car, en démocratie, les gouvernants, émanation de la volonté du peuple, sont censés être au service du bien commun et de l'intérêt général.

J.KOMBILE MOUSSAVOU